

Lorsque l'intox tient lieu de vérité

Par [MARC Jean](#)

Mondialisation.ca, 14 août 2026

Thème: Désinformation médiatique, Guerre USA OTAN



La diffusion par les gouvernements de propagande et de fausses nouvelles n'est pas une nouveauté du XXI^e siècle. Ces dernières années, elle a pris une ampleur considérable et son rôle est devenu central dans la politique des dirigeants pour subvertir leurs opinions publiques. Pour les médias dominants, il est de bon ton de dénoncer les *fake news* diffusées sur les réseaux sociaux et d'amalgamer dans le même discrédit de « conspirationnisme », sinon de « négationnisme », tous les médias alternatifs ne partageant pas le narratif établi. Aujourd'hui, ce sont des professionnels, au service d'entités étatiques, qui fabriquent et diffusent à grande échelle, des *fake news* pour induire en erreur l'opinion publique. avec la complicité, volontaire ou involontaire, des médias. Nous allons en analyser quelques unes parmi les plus emblématiques

L'affaire du faux charnier de Timisoara(1)

C'est l'histoire de fausses informations diffusées sur les victimes de la répression du régime communiste de Roumanie dirigé par Nicolae Ceausescu en décembre 1989. Les médias occidentaux tombent dans la surenchère de l'horreur. Ainsi, le quotidien *Libération* avec Serge July titre « Boucherie ». On y lit : « Timisoara libéré découvre un charnier. **Des milliers de corps nus tout juste exhumés, terreux et mutilés, prix insupportable de son insurrection** ». Des journalistes honnêtes ont dénoncé cette mascarade de l'horreur comme Colette Braeckman, « Je n'ai rien vu à Timisoara », *Le Soir*, 27 janvier 1990.



L'affaire des « couveuses » du Koweït(2)



Lors de la guerre du Koweït l'intervention d'une jeune fille, nommée Nayirah al-Sabah, présentée comme une infirmière, témoignant en larmes le 14 octobre 1990 devant le Comité des droits de l'Homme du Congrès des États-Unis, a bouleversé l'opinion publique. Elle prétendait que, pendant l'invasion du Koweït par l'armée irakienne, alors qu'elle travaillait dans un hôpital koweïti, elle avait vu **des soldats irakiens sortir des bébés des incubateurs et les déposer par terre**, où ils étaient décédés. En réalité, un groupe désigné comme les Citoyens pour un Koweït libre, [*Citizens for a free Kuwait*], organisé et financé par le gouvernement du Koweït exilé, avait sollicité en 1990 la société de communication *Hill & Knowlton* pour l'assister dans sa campagne visant à influencer l'opinion américaine en faveur d'une intervention armée. C'est *Hill & Knowlton* qui avait monté le scénario de l'infirmière en larmes, dont on a appris par la suite qu'elle était la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis, Saud bin Nasir Al-Sabah, et que son récit était entièrement mensonger. La société a reçu environ 10 millions de dollars pour son travail.

L'affaire des camps de concentration serbe(3)

Pendant la guerre civile bosno-serbe, le dirigeant bosniaque Izetbegovic missionna une société de lobbying *Ruder Finn* en charge de convaincre l'opinion américaine du bien-fondé de sa cause

Mais *Ruder Finn* va réaliser un coup extraordinaire en faisant publier, le 19 juillet 1992, dans le quotidien américain *New York Newsday* un reportage du journaliste Roy Gutman. Dans cet article, intitulé « *Prisoners of Serbia's War* ». Roy Gutman évoque l'existence en Bosnie de camps dans



lesquels les détenus ne seraient pas de simples prisonniers de guerre.

Le surlendemain, sous le titre « *Like Auschwitz* », [Comme à Auschwitz, ndt] Gutman publie un autre reportage, dans lequel il affirme, en s'appuyant sur plusieurs témoignages, que les nationalistes serbes **déportent** des civils musulmans et croates dans des **wagons de marchandises plombés**.

Le 2 août 1992, dans le même quotidien new-yorkais, Gutman publie un troisième reportage, intitulé « *Death Camps* » Dans cet article, Gutman qualifie explicitement les camps en question de « **camps de la mort** » (death camps), et affirme que les Serbes ont organisé en Bosnie un **massacre systématique** à grande échelle de la population bosniaque. Les informations données dans ce reportage sont reprises en référence explicite à *Newsday* dans la **quasi-totalité de la presse française**, dès les éditions du 3 ou du 4 août pour ce qui concerne les quotidiens. Ainsi J.François Bouthors, du journal *La Croix*, titre le 6/08/92 « *Le document qui accuse les Serbes* », bien évidemment *Le Monde* (08/08/92) et *Libération* (07/08/92) emboîtent le pas... **Ces médias se sont rendus en toute connaissance de cause coupables de diffuseurs de fausses nouvelles, dont l'effet sur l'opinion publique fut dévastateur pour les Serbes.**

L'affaire du prétendu génocide de Srebrenica(4)



Une étude(5), publiée par une *Commission internationale indépendante sur les souffrances de tous les peuples de la région de Srebrenica entre 1992 et 1995 [ICSR]*, présidée par **Gideon Greif**, historien israélien spécialiste de l'histoire des camps de concentration de la Deuxième Guerre Mondiale, souligne qu'à aucun moment, contrairement à l'extermination de populations entières en Arménie par les Turcs pendant la 1ère guerre mondiale, ou celle des Juifs pendant la seconde guerre mondiale, ou plus proche, celle, en 1994, des Tutsis au Rwanda, **il n'y avait pas de volonté des Serbes d'exterminer tous les Bosniaques musulmans** ni à Srebrenica ni ailleurs en Bosnie-Herzégovine. L'équipe du professeur Gideon Greif précise que l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ne s'applique donc pas aux Serbes ayant participé à la bataille de Srebrenica. La Commission reproche une utilisation abusive du terme de génocide par le TPIY, (Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie) qui va finir par dénaturer complètement le sens du mot.

L'affaire du soi-disant massacre de Raçak au Kosovo du 15 janvier 1999(6)

Il serait trop long de rappeler tous les épisodes du conflit au Kosovo. Les forces de l'ordre antiterroristes serbes avaient lancé une opération contre le village de Raçak, fief de l'UCK, (Armée de Libération du Kosovo) qui avait, depuis plusieurs mois, rompu les accords de cessez-le-feu. Les chiffres officiels parlent d'une quinzaine de morts parmi les insurgés. **C'est en réalité le lendemain matin**, que les journalistes et observateurs, encadrés par les militants de l'UCK, subitement réapparus au cours de la nuit, seront dirigés vers un fossé rempli de cadavres de **présumés** civils albanais.

Immédiatement, William Walker, à la tête de la Mission de Vérification des violations de l'accord de cessez-le-feu, devant une cohorte de journalistes, déclara précipitamment aux médias, sans même avoir procédé à une enquête, qu'il s'agissait d'un carnage allant jusqu'à la qualifier de « **crime contre l'humanité** », rendant les Serbes seuls responsables de ces atrocités.

Le président Clinton déclara à chaud qu'il s'agissait de « **meurtres délibérés destinés à semer la terreur** » et convoqua d'urgence le Conseil atlantique (composé des ambassadeurs des seize membres de l'Alliance) qui **condamna le « massacre »**. Bien entendu, **l'ensemble des médias reprit d'un seule voix ces informations**, destinées à préparer l'opinion publique, à des représailles contre les Serbes, désignés comme les bourreaux.



Bien plus tard, le docteur Hélène Ranta, responsable de l'équipe de médecins légistes, bien que soumise à de fortes pressions, ne conclut pas à la version de la tuerie telle qu'elle avait été présentée. **L'enquête scientifique ne fournissant aucune preuve**. D'après les médecins légistes venus enquêter sur demande des institutions internationales, toutes les victimes ont été tuées par balles à longue distance, ce qui **dément formellement les commentaires effectués à chaud par Le Monde du 19 janvier 1999 faisant mention d'assassinats « à bout portant »**.

L'affaire du bombardement, attribué aux Serbes, du marché de Markalé en 1994-1995 (7)



La guerre civile en Bosnie Herzégovine dans les années 1990 met aux prises Serbes, Musulmans et Croates dans un conflit fratricide au cœur d'une Europe qui se voulait pacifiée. La guerre semble s'enliser, lorsque deux bombardements au mortier sur le marché dit de Markalé, les 5 février 1994 et 28 août 1995, vont causer respectivement la mort de quatre-vingt et d'une cinquantaine de civils bosniaques musulmans. Après le deuxième massacre, l'émotion est grande et **les médias dans une belle unanimité accusent les militaires serbes d'en être les responsables**. L'opinion, déjà largement remontée contre les Serbes suite à une désinformation systématique par les médias, est mûre, et, dès le lendemain, commençaient les raids de représailles de l'OTAN contre les Serbes (3000 sorties d'avion contre les objectifs civils et militaires sur tout le territoire de la République serbe de Bosnie).

On connaît la suite. La vérité sur ces attaques au mortier ne fut dévoilée que plus tard. **Les enquêtes balistiques prouvèrent que les obus partirent dans les deux cas des lignes bosniaques**, comme l'a confirmé le général Rose lui-même, alors commandant de la Force de protection de l'ONU en Bosnie (FORPRONU)

Le conflit en Syrie aurait été déclenché en 2011 par la répression sauvage par les forces du régime de manifestants pacifiques

Dans son livre,(8) Jacques Baud cite un témoin oculaire des premières manifestations de 2011. Le père jésuite néerlandais Frans van der Lugt écrit que « **dès le début, les manifestations n'étaient pas purement pacifique. J'ai vu des manifestants armés marchant avec les autres manifestants et qui ont tiré sur les policiers les premiers.** » Jacques Baud démontre la stratégie utilisée par les fauteurs de trouble : infiltrer des provocateurs au sein des manifestants, cherchant à éliminer des agents des forces de police, afin de pousser à une escalade de la répression dans le but de générer une insurrection populaire et d'en faire porter la responsabilité aux dirigeants syriens. L'ensemble des médias va reprendre avec constance cette intox durant tout le conflit.





Bachar el Assad « massacreur de son peuple »

Il serait fastidieux de relever toutes les fake news colportées par les médias. Quelques unes méritent de s'y attarder. Pendant toute la guerre civile en Syrie, les médias ont décrit le dirigeant de la Syrie comme celui qui « massacrait son peuple, » en utilisant tous les moyens possibles : barils d'explosifs largués sur les populations civiles d'Alep, destruction du dernier hôpital d'Alep, disparition du dernier médecin d'Alep, utilisation de gaz chimiques, et enfin le fameux « dossier César » devant apporter la preuve de dizaines de milliers d'exécutions dans les prisons syriennes. Là aussi, Jacques Baud déconstruit toutes ces fake news, reprises inlassablement par l'ensemble des médias, comme une mantra ne souffrant aucune remise en cause (9)



L'intox des 30 000 manifestants tués début 2026 en Iran

De violentes manifestations anti régime se sont produites en Iran début 2026. Pendant quelques temps, les autorités semblaient dépassées, mais ont réussi à reprendre la situation en mains, au prix d'une répression violente. Le nombre de victimes, aussi bien forces de l'ordre que manifestants, oscillait entre 2000 et 3000, lorsque, soudainement, un nombre de 30 000 morts a fait son apparition et a été repris dans l'ensemble des médias avec une unanimité suspecte. Ce nombre est ensuite devenu un totem, intouchable mais jamais documenté.

Seule Amnesty International, malgré sa position hostile envers Téhéran, s'est abstenue de donner un chiffre précis, se contentant de dire que « des milliers » de personnes étaient mortes. Cette estimation correspond à peu près aux chiffres avancés par Téhéran : la Fondation iranienne des martyrs et des anciens combattants fait état de 3 117 morts, dont 2 427 civils et membres des forces de sécurité. Pour davantage d'infos, se reporter au site en ligne : <https://arretsurinfo.ch/lutilisation-cynique-par-loccident-des-figures-de-la-contestation-iranienne/>

La fake news la plus extravagante de tous les temps

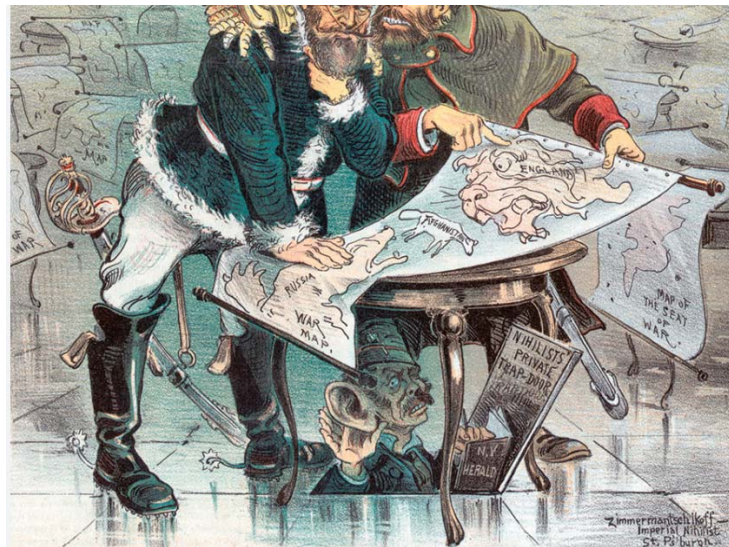
« L'«invasion» de l'Espagne par des migrants marocains pourrait bien être la fake news la plus extravagante de tous les temps. Selon la version officielle, environ 60 000 hommes, pour la plupart en âge de faire leur service militaire, auraient envahi la ville espagnole de Ceuta le 31 juillet 2026 dans le but de trouver du travail et de «s'assurer une vie meilleure». La vérité, bien évidente, c'est que cette affaire relève d'une vaste et médiocre mise en scène conçue pour saper le soutien dont bénéficie le gouvernement espagnol de gauche et son président ouvertement antisioniste, Pedro Sánchez. Les manipulateurs derrière ce vaudeville pitoyable sont les suspects habituels, Netanyahu et le «petit» Marco Rubio (qui s'est aligné sur les dirigeants dociles du Maroc), pour fabriquer de toutes pièces une fausse crise qui «donnerait une bonne leçon à l'Espagne». » On consultera à ce sujet la note publiée par Mike Whitney sur le site de Mondialisation. (10)



Conclusion

Jamais, à ma connaissance, aucun de ces médias n'a consenti à faire son mea-culpa et à reconnaître avoir propagé de fausses nouvelles.





Petite histoire de la russophobie

Lorsque, bien longtemps après le soi-disant événement, la vérité est enfin révélée, les médias ignorent l'information, ou la traitent comme un fait-divers anodin et sans importance. **Le public n'apprendra jamais qu'il a été trompé**, mais avec le temps, sa méfiance envers les médias officiels grandit. C'est d'ailleurs, précisément, ce fossé, qui s'élargit entre les médias mainstream et les médias alternatifs,(11) qui va conduire, on peut le craindre, à une censure de plus en plus sévère de ces derniers. Les technologies les plus modernes seront utilisées pour y parvenir. Il est vraisemblable que les services répressifs européens, à l'avant garde de la censure envers la liberté d'expression,(12) envisagent déjà la mise en œuvre de ce processus. L'extension du conflit actuel en Ukraine en une guerre de haute intensité avec la Russie, comme annoncé ouvertement par les plus hautes autorités militaires européennes, en constituera la justification.(13)

MARC Jean

Image en vedette : <https://www.magnific.com/fr/photos-vecteurs-libre/lutter-contre-fake-news>

Notes :

- (1) https://fr.wikipedia.org/wiki/Faux_charnier_de_Timi%C8%99oara
- (2) <https://arretsurinfo.ch/quand-des-societes-de-communication-fabriquent-des-fake-news/>
- (3) <https://arretsurinfo.ch/quand-des-societes-de-communication-fabriquent-des-fake-news/>
- (4) <https://arretsurinfo.ch/crimes-de-guerre-ou-genocide-a-srebrenica/>
- (5) <https://incomfis-srebrenica.org/>
- (6) <https://arretsurinfo.ch/massacre-de-boutcha-en-ukraine-en-2022-et-massacre-de-racak-au-kosovo-en-1999/>
- (7) <https://arretsurinfo.ch/les-faux-attentats-font-toujours-recette/>
- (8) Jacques Baud, *Gouverner par les fake news*, éditions Max Milo, p.111 à 119
- (9) Jacques Baud, *Gouverner par les fake news*, éditions Max Milo, p.109 à 159
- (10) https://www.mondialisation.ca/la-fake-news-la-plus-extravagante-de-tous-les-temps/5709341?doing_wp_cron=1786691403.9811820983886718750000
- (11) <https://egaliteetreconciliation.fr/Masse-critique-atteinte-les-reseaux-sociaux-battent-la-tele-80921.html>
- (12) https://www.mondialisation.ca/la-liberte-dexpression-est-interdite-en-europe/5709446?doing_wp_cron=1786691843.2890379428863525390625
- (13) <https://arretsurinfo.ch/apres-lukraine-la-baltique/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © MARC Jean, Mondialisation.ca, 2026

SHOP GLOBAL RESEARCH

Articles Par :
MARC Jean

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2026 Mondialisation.ca